

Chute des bourses: faut-il (commencer à) avoir peur?

Depuis le début de l'année, les marchés financiers tanguent. Se rappelant peut-être du cinglant «*Why did nobody notice it?*» de la Reine Elizabeth après la crise des subprimes, certains commentateurs s'empressent de dire que la baisse quasi généralisée des marchés financiers annonce une récession toute proche et une crise financière pour bientôt.

Disent-ils vrai? Comme souvent quand il s'agit du futur, impossible de le savoir vraiment. Alors prenons le parti d'être «objectivement» optimistes!

- Les économistes (moi inclus) se trompent régulièrement!

En 2011, certains prévisionnistes écrivaient que «*les années qui viennent seront marquées par une succession rapprochée de crises pétrolières (...) qui propulsera les cours du pétrole jusqu'à 150 dollars le baril, voire 200 ou davantage*». Ce qui se révélera totalement faux. Ceux qui prédi-



sent une crise soudaine et prochaine peuvent très bien, une fois de plus, se tromper! Il est par ailleurs important de garder à l'esprit que, depuis 1950, une récession n'a succédé à une baisse trimestrielle des marchés boursiers que dans 30% des cas. Nous pouvons donc (malgré le recul actuel des bourses mondiales) être (à 70%) confiants!

- Les grandes institutions ne prévoient pas d'effondrement de la croissance! Si, compte tenu des difficultés de nombreux pays émergents, du (relatif) ralentissement cyclique américain et des oscillations des cours boursiers, l'OCDE a révisé (en février) à la baisse ses prévisions pour 2016, la croissance mondiale devrait «tout de même» atteindre le même niveau qu'en 2015 – à savoir 3%. L'Europe pourrait d'ailleurs s'en tirer à bon compte. Selon la Commission européenne, la croissance devrait ainsi accélérer dans la zone euro en 2016 (1,7%

après 1,5%). Le redressement espagnol devrait se poursuivre, l'économie italienne (malgré les difficultés de certaines «petites» banques) devrait bénéficier – entre autres – d'une politique budgétaire légèrement expansionniste, la France devrait connaître son taux de croissance le plus élevé depuis cinq ans (proche de 1,5%), la Belgique devrait de nouveau atteindre un «correct» 1,3% de hausse du PIB, et la Bundesbank dans son premier bulletin de l'année a déjà annoncé que la croissance de l'économie allemande serait robuste au premier trimestre 2016, de bon augure pour le reste de l'année. Sous l'hypothèse (réaliste) que les prévisions de la Commission se révèlent vraies, il ne serait pas surprenant que la croissance luxembourgeoise tutoie les 4% en 2016.

- Les banques centrales sont un indéfectible soutien.

Il est vrai que l'«inventivité» monétaire n'a pas su relancer l'inflation. Mais savoir que la Fed est prête à faire une

pause dans sa normalisation de politique monétaire compte tenu des difficultés des pays émergents et que la BCE est disposée à aller encore plus loin – pour (officieusement) garantir un euro bon marché et faciliter le financement des entreprises et des Etats de la zone euro – a quelque chose de très rassurant. Cela devrait d'ailleurs permettre une remontée prochaine des cours boursiers. En somme, malgré la volatilité sur les marchés financiers, la non-accelération souhaitée de la croissance mondiale, les risques politiques (Brexit, suite des élections espagnoles et portugaises, crise des réfugiés) ou les interrogations (justifiées?) concernant certaines banques en Europe, il est possible (et même conseillé) de «croire» que le pire, pourtant jamais incertain, n'est pas (forcément) pour tout de suite.

MICHEL-EDOUARD RUBEN,
ECONOMISTE
A LA FONDATION IDEA